

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !



LIBEREZ PLUS DE 2 200 PRISONNIERS POLITIQUES MAINTENANT!

“Seule la démocratie est appropriée à la liberté. C’est le seul chemin vers la paix.”

(Général Aung San, Leader de l’indépendance en Birmanie)

La libération de tous les prisonniers politiques, ceux qui ont été emprisonnés à cause de leur combat pour la démocratie, tient de la responsabilité de toute la population de la Birmanie qui chérissent la liberté et la démocratie.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

Les raisons d'AAPP pour traduire le rapport du birman à l'anglais:

Le rapport, "Libérez plus 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT" a été publié le 1er Janvier 2011, par 12 groupes de travail sur la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de la réconciliation nationale en Birmanie.

Dans un pays comme la Birmanie, les auteurs de ce rapport font face à la menace d'arrestation et d'emprisonnement, simplement pour avoir entrepris des recherches et produit ce rapport. Malgré ce risque, ils ont fait tout leur possible pour le faire publier. Pour cette raison, AAPP a considéré comme crucial de traduire ce rapport du birman à l'anglais, et de le publier à échelle internationale.

Le rapport détaille la situation de plus de 2 200 prisonniers politiques en Birmanie, déprimant derrière les barreaux. Non seulement ce rapport met en lumière la situation des prisonniers politiques, mais va plus loin, en mettant en valeur l'importance de la libération de tous les prisonniers politiques pour la situation politique présente et future en Birmanie.

Le rapport soutient que **"La libération de tous les prisonniers politiques, ceux qui ont été emprisonnés à cause de leur combat pour la démocratie, tient de la responsabilité de toute la population en Birmanie qui aime la liberté et la paix."** Pour cette raison, il est de la responsabilité de toute la population birmane de travailler à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Le rapport rappelle également à chacun que **"L'existence de plus de 2 200 prisonniers politiques dans les prisons birmanes montre clairement que toutes les personnes en Birmanie ne sont toujours pas libres"** et que **"La libération de tous les prisonniers politiques est le tout premier pas vers la réconciliation nationale."** De plus, le rapport met en garde les auteurs de ces abus en démontrant que l'arrestation arbitraire et la détention des gens pour avoir pacifiquement exercé leurs droits civiques et politiques fondamentaux est, en soi, un crime.

En détaillant la nature illégale de l'arrestation et de la détention des activistes politiques, la torture qu'ils doivent subir pendant les interrogations, les tribunaux secrets, et l'absence en procès en bonne et due forme, le rapport attire l'attention sur l'absence de séparation des pouvoirs en Birmanie. Il montre aussi que les mauvais traitements et la torture ne cessent pas après les interrogations. Une fois les militants transférés en prison, ils font face à un certain nombre de défis, et à un environnement carcéral cruel et souvent dangereux pour leur vie.

Les membres des familles des prisonniers politiques souffrent aussi, et ce rapport met en avant la détresse qu'ils endurent.

L'Association d'Assistance pour les Prisonniers Politiques (Birmanie) (AAPP) a traduit le rapport du birman à l'anglais afin de sensibiliser au niveau international, dont au Conseil des Droits de l'Homme aux Nations Unies, et au sein des organisations internationales qui travaillent pour les droits de l'homme et la démocratie en Birmanie, sur la situation des

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

prisonniers politiques en Birmanie. C'est également un moyen d'honorer le courage de ces individus qui travaillent à la promotion des problématiques liées aux droits de l'homme à l'intérieur du pays et le sacrifice fait par plus de 2 200 d'entre eux toujours en prison pour leurs efforts dans le combat pour la liberté et la démocratie en Birmanie.

Tate Naing, secrétaire

Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

L'existence de plus de 2 200 prisonniers politiques en prison en Birmanie met clairement en lumière que le fait que toute la population en Birmanie n'est toujours pas libre.

L'arrestation et la détention d'activistes politiques sont un crime.

La libération de tous les prisonniers politiques est le tout premier pas vers la réconciliation nationale.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !



La célèbre prison centrale Insein dans laquelle les prisonniers politiques dépérissent sous les dictatures militaires qui se succèdent.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

Partie I

AUCUNE LIBERTE

(1)

Même si la Birmanie a gagné son indépendance de la domination coloniale il y a 63 ans, le pays et son peuple sont restés sous le joug militaire. Une poignée de généraux militaires, leurs casseurs et leurs barons économiques ont le monopole des biens de l'indépendance, pour lesquels le Général Aung San, des générations de politiciens, et toutes les nationalités ethniques de Birmanie ont sacrifié beaucoup, au bénéfice du pays.

En fait, l'indépendance est un droit civil fondamental, dont tous les citoyens d'un pays sont en droit de jouir équitablement.

U Nu, ancien Premier Ministre, a dit le 4 Janvier 1948 à la Cérémonie d'Indépendance,

“L'indépendance que nous avons gagnée n'est pas pour une classe sociale, mais pour les agriculteurs, les travailleurs, les entrepreneurs, les étudiants, les fonctionnaires d'état et même les révolutionnaires ; chacun à tous les niveaux parce que l'indépendance a été gagnée grâce à un effort conjoint et des sacrifices de la part du peuple.”

Cependant, pour le peuple de Birmanie, non seulement ils ne peuvent pas profiter des fruits de l'indépendance, mais ils ont perdu leur liberté, souffert d'une détresse économique croissante, et leur dignité s'est effritée sous la dictature militaire.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

(2)

En 1962, le Général Ne Win a mené un coup d'Etat, dissolu le système parlementaire et a gouverné la Birmanie sous une dictature à parti unique. En conséquence, la Birmanie est devenu un des pays les moins développés. En 1988, le parti du Programme Socialiste Birman s'est fait évincer pendant le soulèvement pro démocratique 8888. Cependant, un autre groupe de généraux militaires ont pris le pouvoir dans un bain de sang et se sont maintenus au pouvoir pendant plus de 20 ans, d'abord sous le nom du Conseil de la Loi d'Etat et de la Restauration de l'Ordre (SLORC) et ensuite comme le Conseil pour la Paix et le Développement de l'Etat. Sous le joug des dictateurs militaires successifs, la souveraineté du peuple birman a diminué, rendant l'indépendance vide de sens.

La population en Birmanie ne peut pas voyager librement, fait face à de nombreuses restrictions, est déplacée de ses terres de force, et les propriétés sont détruites. Il est même demandé aux gens d'informer les autorités si quelqu'un reste dormir chez eux la nuit; dans leur propre patrie, pour laquelle leurs ancêtres se sont durement battus.

En outre, dans les états Chin et Kachin, les Chrétiens n'ont plus de liberté de religion; les églises et les bâtiments religieux sont menacés de destruction. A l'heure actuelle, un ancien cimetière historique musulman à Pégu est en train d'être détruit. Les cérémonies religieuses des moins bouddhistes sont également limitées, et les participants aux cérémonies de don font même face au harcèlement.

Le régime militaire utilise une tactique de division pour gérer les groupes ethniques.

A travers les manipulations du régime militaire, les groupes armés Kokang attaquent d'autres groupes armés Kokang, des groupes armés Karen attaquent leurs pairs, et le conflit armé dans les régions ethniques s'intensifie à cause des politiques du régime militaire, tout en travaillant avec des partis politiques ethniques qui participent aux élections de 2010.

Il n'y a pas de liberté d'expression.

Sous le contrôle du Conseil de la Censure et de la Surveillance, la répression des journalistes birmans, les médias sont supprimés et les journalistes ne peuvent pas dénoncer la vérité.

Récemment, neuf nouveaux journaux hebdomadaires ont été interdits de publication, parce qu'ils ont publié à propos de Daw Aung San Suu Kyi. De plus, des groupes de spectacle birmans ont reçu l'ordre de d'abord jouer devant le Conseil afin d'obtenir la permission de se produire publiquement.

La traite de personnes est un sérieux problème; les enfants sont pris dans le trafic et sont envoyés de force à l'armée en tant qu'enfants soldats. Le travail forcé est une pratique régulière à travers le pays sous différentes formes.

Les artistes et les célébrités sont même forcés à participer à des séries télé, des films et albums de musique de propagande.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

(3)

Il est tragique de constater combien la situation actuelle en Birmanie est différente de celle imaginée par les pères fondateurs de la Birmanie. Les droits de l'homme fondamentaux, dont les droits civiques et politiques fondamentaux, les droits des enfants et des femmes, des étudiants, des travailleurs et des agriculteurs, sont refusés à la population, et sont systématiquement violés par le régime.

Un tel manque de liberté, comme c'est le cas en Birmanie, se produit lorsqu'il n'y a pas de développement ni de démocratie.

La relation entre la liberté et la démocratie est étroitement liée, comme l'a décrit le leader de l'indépendance le Général Aung San en Août 1945, à la 4^{ème} Conférence des Leaders:

« Nous devons nous assurer qu'il n'y a pas d'idéologie tel le fascisme dans notre pays. Il se peut que l'autoritarisme, le racisme, le militarisme, le féodalisme, la seigneurie de guerre émergent, et si des idéologies dont les dirigeants oppressent le peuple ou gouvernent sans le consentement de la population émergent, alors la démocratie ne peut pas se développer et d'autres idéologies oppressives prendront racine en Birmanie. Alors, le peuple birman ne peut pas profiter de sa liberté. Ainsi, nous devons nous assurer que la démocratie se développe en Birmanie et établir une Birmanie indépendante avec ce système de gouvernement. Si nous ne pouvons pas le faire, le peuple birman souffrira. Seule la démocratie est appropriée pour la liberté. C'est le seul chemin vers la paix. De cette manière, nous devons nous concentrer sur la démocratie. »

L'existence de plus de 2 200 prisonniers politiques, emprisonnés pour leur combat pour mettre fin à l'autoritarisme et pour promouvoir la démocratie, est une preuve que la population birmane, vivant sous le joug militaire, n'est toujours pas libre.

Partie II

L'ENFER DERRIERE LES BARREAUX

Le 18 Septembre 1988, le Conseil de la Loi d'Etat et de la Restauration de l'Ordre (SLORC) mené par les Généraux Saw Maung et Than Shwe a pris le pouvoir et a brutalement réprimé le soulèvement pro démocratie. Depuis, les activistes politiques et démocratiques, les nationalités ethniques et n'importe quelle personne qui oserait se prononcer contre la domination du régime militaire font face à des arrestations arbitraires et des peines de prison.

(1) Les arrestations

Le régime militaire et ses forces de sécurité violent leurs propres règlements et utilisent des lois draconiennes pour arrêter ceux qu'ils considèrent comme appartenant à l'opposition au régime. Les forces de sécurité arrêtent les dissidents sans mandat d'arrestation et sans les informer de la raison pour leur arrestation. Pendant les arrestations, ils fouillent les maisons et abîment les biens de la famille, saisissent la propriété sans mandat, agressent physiquement les dissidents devant les membres de leurs familles, et harcèlent et menacent même les familles qui, souvent, n'ont aucune implication dans une quelconque activité politique. Quand les autorités ne trouvent pas la personne qu'elles cherchent, les membres de sa famille sont emmenés dans des centres d'interrogation en tant qu'otages. Quand les dissidents sont arrêtés loin de chez eux, les membres de leurs familles ne sont pas informés de leur arrestation. De plus, pendant les arrestations, les membres de USDP et ceux de Swan Arr Shin, qui n'ont aucune autorité pour arrêter qui que ce soit, arrêtent les dissidents, les frappent, et abusent physiquement d'eux. Parfois, les autorités utilisent les lois pénales à mauvais escient quand ils n'arrivent pas à présenter la preuve d'un délit politique, et par exemple, inculpera les dissidents pour vol.

(2) Les interrogations

Quand les forces de sécurité interrogent les dissidents, les détenus n'ont pas le droit de recevoir de l'eau et de la nourriture en quantité suffisante pendant de longues périodes et sont interrogés continuellement jour et nuit, sans pause, par beaucoup d'interrogateurs qui travaillent à tour de rôle. Pendant l'interrogation, les détenus sont sujets à la torture, dont: être forcé de rester accroupis, pendus à l'envers, yeux bandés tout le temps, forcé d'enlever leurs habits et de rester nu pendant toute l'interrogation, brûlé avec des cigarettes et de la cire chaude sur leurs parties génitales, électrocutés, frappés sur les pieds, être abusé verbalement et frappé sur tout le corps et la tête. Certains détenus ne survivent pas à la torture brutale. Quand des détenus sont torturés jusqu'à la mort, les autorités mentent aux familles, et prétendent que le détenu est mort d'une maladie ou d'une crise cardiaque. En outre, certains détenus sont torturés jusqu'à l'aveu d'un crime qu'ils n'ont pas commis, parce que lorsque les interrogateurs découvrent qu'ils ont arrêté la mauvaise personne, ils refusent d'admettre leur erreur, donc à la place, ils forcent à l'aveu. Au lieu de trouver des

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

solutions ou de découvrir la vérité, les autorités torturent délibérément les dissidents politiques et les mettent en prison, sans se soucier de leur innocence.

(3) Le procès

Quand les dissidents sont “jugés”, ils n’ont droit à aucun droit juridique pour un procès équitable, tel le droit à une assistance juridique et un avocat, et le droit d’appeler des témoins à la défense. De plus, les procureurs utilisent les confessions obtenues sous la torture comme preuve, et se servent des fausses inculpations afin de faire emprisonner les dissidents le plus longtemps possible. Les procès sont à huis clos, loin du public; les familles ne sont pas autorisées à assister à l’audience, et souvent dans les cas politiques, le dissident est jugé très rapidement et le cas est bâclé au tribunal sans procès en bonne et due forme. Les médias n’ont pas le droit de couvrir les cas politiques. Quand les dissidents sont inculpés, la période durant laquelle ils étaient retenus en détention n’est pas incluse dans leur condamnation, ce qui est une violation de la loi birmane nationale. En plus, les dissidents sont inculpés avec un certain nombre de d’accusations différentes et hors de propos, afin d’assurer qu’ils soient emprisonnés le plus longtemps possible. Les magistrats ne peut pas suivre ou ne sont pas autorisés à suivre le système juridique; à la place, ils doivent suivre les instructions et les ordres des militaires et des services de renseignement de la police. En conséquence, le peuple birman n’a aucune confiance en le système juridique, ni en les fonctionnaires responsables de la loi.

(4) La vie en prison

Peu après avoir été condamnés et emprisonnés, la plupart des prisonniers politiques sont alors transférés vers des prisons éloignées à travers la Birmanie. Lors de leur transfert, les prisonniers politiques sont enchaînés, menottés et traités comme des prisonniers criminels. Quand ils atteignent la prison, ils ont les yeux bandés et sont battus quand ils entrent dans la prison, leurs biens leur sont confisqués, et ils restent enchaînés pendant longtemps. Les prisonniers politiques sont également placés en détention isolée, une forme de torture mentale, et communiquer avec d’autres prisonniers est strictement interdit. Certains prisonniers criminels sont assignés à des postes supérieurs, et permettent délibérément la torture, les attaques et le harcèlement envers les prisonniers politiques.

En termes de soin de santé en prison, beaucoup de prisons n’ont pas de médecins, et là où les prisons en ont un, les soins ne sont pas adaptés, à part pour les maladies légères, comme les rhumes et les maux de tête. Quand les prisonniers politiques doivent être transférés aux hôpitaux en dehors des prisons, ils doivent attendre longtemps pour obtenir la permission en provenance de divers niveaux d’autorités et beaucoup de prisonniers politiques meurent pendant l’attente de la permission de sortir de l’hôpital. Il n’y a pas assez de médicaments en prison, donc quelle que soit la maladie dont souffrent les prisonniers, il leur est donné des anti-douleurs. A cause du manque de soin dans les prisons, les prisonniers doivent compter sur le soutien médical de leurs familles; cependant, une ordonnance du médecin de la prison est toujours requise si les prisonniers reçoivent des médicaments de leurs familles. Les autorités pénitentiaires limitent souvent et

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

arbitrairement l'utilisation de médicaments même si le médecin de la prison avait prescrit une ordonnance. Il n'est pas donné suffisamment de temps aux prisonniers politiques pour faire des exercices physiques en dehors de leurs cellules. Les prisonniers politiques sont autorisés à sortir de leurs cellules pour se laver pendant une demi-heure par jour au maximum; une entrave à leur santé et leur bien-être. Contrairement à la propagande du régime militaire, les prisonniers politiques, contrairement aux prisonniers ordinaires, n'ont pas le droit de jouer au cane-ball ou au basket-ball.

Le riz en prison est d'une qualité très médiocre, voire immangeable. Les prisonniers ont droit à de la viande une fois par semaine, mais elle est bouillie, souvent pas assez cuite, et bien en dessous des critères mentionnés dans le manuel du régime de prison. Il est donné aux prisonniers de la soupe de haricots trop liquide, et la soupe végétarienne et la pâte terreuse de poisson ne satisfont pas les besoins nutritionnels fondamentaux des prisonniers. De cette manière, les prisonniers dépendent de la nourriture apportée par leurs familles. Sans cette source extérieure, personne ne survivrait à la vie carcérale atroce. Le nombre de prisonniers politiques en santé médiocre a progressivement augmenté à cause de la malnutrition, des mauvais traitements et des soins de santé inadaptés. Les autorités pénitentiaires ne fournissent aucun matelas ou moustiquaires, même dans les zones infestées par la malaria, et les moustiquaires apportées par les familles ne sont même pas autorisées. Les prisonniers font face à la menace constante de la malaria, l'hépatite B, le VIH et d'autres maladies contagieuses. Il n'y a pas d'eau propre pour faire le ménage, laver et se doucher dans la plupart des prisons, et dans beaucoup d'entre elles, il n'y a pas d'eau potable propre. Les médecins de prison font aussi face à la pression des services de renseignements de l'armée et des autorités pénitentiaires qui n'autorisent pas de procéder à des traitements de santé en privé.

En ce qui concerne les études, les prisonniers politiques n'ont pas le droit d'étudier ou de passer des examens en vue d'obtenir des diplômes tout en étant incarcéré, ce qui était permis sous le régime colonial britannique. Même si le droit à la lecture est permis, les prisonniers politiques n'ont pas facilement accès à des livres. Certains livres d'Anglais et les livres politiques sont bannis. Les prisonniers politiques doivent obtenir des livres pendant les visites familiales, et ils ont seulement accès aux journaux de la propagande, revues et magazines des bibliothèques de prison. Les prisonniers politiques ont le droit d'écouter la radio, et dans certaines unités, les prisonniers ont quand même le droit de regarder la télé.

Le transfert systématique par le régime militaire des détenus politiques vers des prisons isolées loin de leurs familles, où il n'y a souvent pas de médecins et où les températures sont extrêmes, est une forme de torture aussi bien pour les prisonniers politiques que pour leurs familles, et a eu comme résultat la mort de beaucoup trop d'activistes politiques. Un tel transfert a un impact énorme sur les familles et limite la fréquence à laquelle les familles peuvent venir rendre visite à leurs proches détenus à cause du coût élevé du trajet et des infrastructures médiocres. Le transport vers ces prisons isolées est souvent peu fiable et peut prendre des jours. Le transfert des prisonniers politiques des mêmes foyers vers différentes prisons montre en plus la nature préméditée et cruelle de cette stratégie.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

Dans de nombreux cas, les autorités empêchent les familles de voir leurs proches même après qu'ils ont fait un long voyage vers des prisons isolées, et ceci à un coût élevé. Ceux à qui il est accordé un droit de visite ont normalement simplement droit à 15 minutes. Selon le manuel des prisons en Birmanie, les détenus ont droit à une visite familiale une fois toutes les deux semaines. En réalité, les prisonniers politiques ont droit à une visite familiale une fois par mois, mais ceci inclut seulement les membres de la famille proche, sur la liste du foyer. Les autorités limitent les conversations politiques entre les détenus et leurs familles durant la visite. Les familles qui déposent une plainte aux autorités en rapport avec les mauvais traitements et la torture de leurs proches prennent le risque de se faire intimider et même emprisonner. Quand les membres de la famille apportent des provisions de nourriture à leurs proches dans des prisons isolées, cela peut prendre tellement de temps qu'une fois que les prisonniers reçoivent la nourriture, celle-ci s'est périmée, et est immangeable. Les prisonniers politiques ont le droit d'écrire à leurs familles, même si tous leurs écrits sont censurés. La communication entre amis, et particulièrement celle entre prisonniers politiques dans d'autres prisons est strictement interdite.

Contrairement aux prisonniers ordinaires, il n'est jamais accordé aux prisonniers politiques de condamnation réduite. Dans de nombreux cas, les prisonniers politiques sont détenus arbitrairement après que leur peine a été purgée sans aucune explication. Certains d'entre eux font face à des inculpations additionnelles et voient leurs peines prolongées, ou sont arrêtés à nouveau sur le chemin du retour vers chez eux, peu après avoir été libérés.

Si les prisonniers politiques osent remettre en cause ou se disputer avec les autorités pénitentiaires, ils sont encagoulés, battus, enchaînés, transférés et ensuite placés en détention isolée, où ils n'ont pas le droit de prendre une douche et on les empêche de vider leurs seaux d'excréments pendant des semaines. Quand les prisonniers politiques organisent une grève de la faim, les autorités pénitentiaires ont l'habitude de leur couper l'eau potable afin de les punir. Les autorités pénitentiaires retardent également délibérément les traitements médicaux pour ces prisonniers politiques. Parfois, les militants qui sont inculpés sous des lois non politiques sont transférés vers des camps de travaux forcés comme des criminels ordinaires. A cause des conditions de prison inhumaines, des mauvais traitements et de la torture physique et psychologique, de nombreux prisonniers politiques souffrent de dépression et sont fréquemment marqués à vie par leur incarcération.

Les difficultés pour les familles

- A. Les difficultés financières pour les visites en prison : le coût du voyage, l'hébergement, la nourriture, les fournitures médicales, l'argent et les livres pour les prisonniers politiques.

- B. Parfois, les membres âgés de la famille sont laissés à la maison, mais les membres de la famille n'ont pas de compagnon de route avec eux pendant le long voyage, et

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

sinon, si une personne seulement forme le foyer, cette personne ne peut pas laisser ses enfants seuls à la maison.

- C. Les familles ne reçoivent pas d'informations sur qui contacter à propos de leurs proches détenus ou sur comment enregistrer une plainte concernant les mauvais traitements, la violence ou les problèmes en relation avec les visites en prison.

- D. Il est difficile pour les prisonniers politiques d'assurer une assistance financière à leurs enfants et d'être sûr qu'ils ont accès à l'école et aux soins de santé, surtout si les parents des prisonniers politiques ne sont plus là ou sont trop âgés.

La liste ci-dessus fait état des exemples de difficultés auxquelles les prisonniers politiques et leurs familles font face, et n'est en aucun cas exhaustive. Le manuel des prisons en Birmanie est méprisé par le régime et les chefs de prison exercent leur propre pouvoir. De cette manière, les règlements et les régulations divergent d'une prison à une autre, dépendant des chefs en charge de la prison. Il faut toutefois noter qu'il existe des autorités pénitentiaires et des gardiens qui témoignent de la sympathie pour les prisonniers politiques et leur montre du respect, et nous apprécions leur geste.
Informations sur les prisons et les prisonniers politiques:

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

Classement du nombre actuel des prisonniers politiques

Tableau du nombre actuel de prisonniers politiques

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Prisonniers Politiques	2028	175	2203
Sangha (Moines)	256 Moines	6 Nonnes	262
Etudiants	264	21	285
Membres de la LND	372	36	408

Actuellement en prison

Mauvaise santé	Hommes: 129	Femmes: 13	Total: 142
Mort en détention	Hommes: 142	Femmes: 4	Total: 146

Tableau des amnisties générales

Année	Mois	Nombre de libérations total	Prisonniers Politiques	Pourcentage
2004	Nov/Déc	14318	60	0.42%
2005	Juillet	400	341	85.25%
2007	Novembre	8585	20	0.23%
2008	Septembre	9002	9	0.10%
2009	Février	6313	31	0.49%
2009	Septembre	7114	127	1.79%
	Total	45732	588	1.29%

Peines de prison les plus longues

Gen. Hso Ten	Leader Ethnic Shan	106 ans
Bo Min Yu Ko	Membre d'ABFSU ¹	104 ans

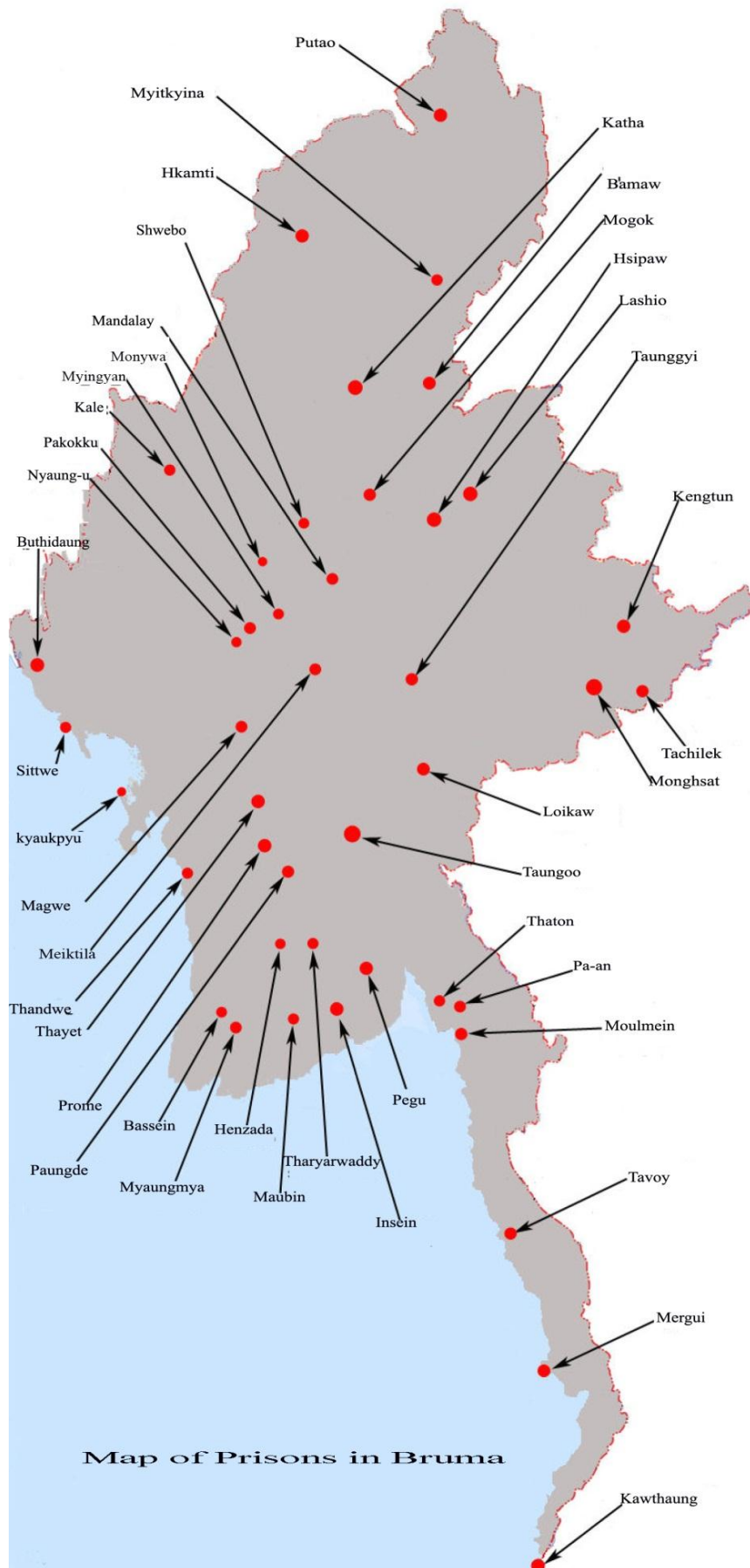
Prisons isolées (autour de Rangoon)

Plus isolée	Putta-O, Khamti
Très isolées	Myitkyina, Katha, Bamao, Kalay, Kawthaung
Isolées	Sittwe, Buthidaung, Nyaung Oo, Pakokku, Myingyan, Monywa, Mandalay, Shwebo, Mogkok, Hsipaw, Lashio, Kengton, Tachilek, Margue
Lointaines	Sadoway, Kyaukphyu, Prome, Thayet, Magwe, Meiktila, Taunggyi, Monghsat, Loikaw, Tavoy, Bassein, Myaungmya

¹ Syndicats étudiants de toute la Fédération de la Birmanie

Remarque: Informations du site d'AAPP et des familles des prisonniers politiques

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !



Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !



Réunions de la LND, auxquelles nous avons coopéré, avec des familles de prisonniers politiques

Partie III

RECOMMANDATIONS À PROPOS DES PRISONNIERS POLITIQUES

1. Recommandations au SPDC

- (A) Libérer tous les prisonniers politiques sans conditions
- (B) Avant la libération :
 - (1) Placer les prisonniers politiques dans des prisons proches de leurs familles.
 - (2) Placer les prisonniers politiques du même foyer ou famille dans la même prison.
 - (3) Permettre au Comité International de la Croix Rouge de visiter les prisons.
 - (4) Fournir suffisamment de soins de santé et de personnel de santé pour permettre aux prisonniers d'être rapidement envoyés dans des hôpitaux en dehors des prisons si nécessaire.
 - (5) Assurer des aliments nourrissants régulièrement et de l'eau potable propre.
 - (6) Fournir suffisamment de moustiquaires, couvertures, draps et lits.
 - (7) Cesser de provoquer des disputes entre les prisonniers criminels et les autres prisonniers dont les prisonniers politiques.
 - (8) Permettre de pratiquer toutes les religions, d'avoir le droit de lire, d'écrire, de faire de l'art, d'apprendre le travail artisanal, d'étudier et de passer des examens, de faire de l'exercice, et ceci dans un but d'apprentissage constructif.
 - (9) Permettre de réduire les condamnations en accord avec la loi et le manuel de prison
 - (10) Cesser l'utilisation de la torture physique, mentale, et des traitements inhumains.
 - (11) Cesser les transferts de prison comme punition
 - (12) Permettre les visites de la famille toutes les deux semaines, comme mentionné dans le manuel de prison, permettre aux membres de la famille qui ne sont pas sur la liste des personnes du foyer d'avoir un droit de visite, et augmenter le temps de visite familiale.
 - (13) Cesser l'intimidation et les traitements grossiers sur les visiteurs pendant les visites en prison.
 - (14) Permettre la déposition officielle de plaintes en personne, et par email, et prendre des mesures sur ces plaintes.
 - (15) Revoir le manuel de prison dépassé, datant de l'époque coloniale, abroger et réformer en accord avec les critères internationaux actuels de gestion de prison.

Les recommandations ci-dessus sont d'ordre pratique et justes. Il est temps que le régime mette en pratique leurs discours, au lieu de s'occuper des droits de l'homme et de l'établissement de la démocratie en surface, comme le SPDC prétend faire, ils doivent en fait suivre la loi et respecter les droits de l'homme. Il est temps qu'ils s'alignent sur ces standards et qu'ils permettent la réalisation complète de tous les droits de l'homme à travers le pays.

2. Suggestions à la Ligue Nationale pour la Démocratie

- (A) Nous avons vu, et respectons le fait que la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), Comité de Soutien Social, travaille pour le soutien aux prisonniers politiques et leurs

familles. Cependant, le soutien est inadapté comparé à la taille et aux besoins de la population de prisonniers politiques. Nous aimerions suggérer que la LND trouve un moyen plus efficace pour soutenir les prisonniers politiques.

- (B) Les visites de U Tin Oo et U Win Tin, après avoir été libérés de prison et délivrés de l'assignation à résidence, aux familles des prisonniers politiques, ont été très efficaces pour apporter un soutien moral aux membres des familles. Cela met également en valeur la situation politique désespérée en Birmanie. Nous croyons que ces visites aux familles sont extrêmement bénéfiques jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques soient libérés.
- (C) Les membres de la LND de tous les états et toutes les divisions doivent recueillir des informations sur les prisonniers politiques dans leurs domaines, tels les visites en prison, la situation de santé, la torture et les traitements inhumains en prison, et travailler avec d'autres forces démocratiques pour sensibiliser à propos de cette situation. Ce genre d'action a été vu à Mandalay, Meiktila, et d'autres villes, mais pas vraiment dans les zones isolées. De cette manière, nous aimerions suggérer à tous les membres de la LND de se concentrer sur le développement de ces activités dans ces zones reculées.
- (D) La ND a récemment établi un Comité de Soutien à la Loi Générale, ce qui est très encourageant. Le comité peut fournir un soutien juridique non seulement aux prisonniers politiques mais aussi à toute la population en Birmanie. La LND devrait élargir et agrandir le comité, qui est basé à Rangoon, à travers la Birmanie.

3. Recommandations au Comité International de la Croix Rouge (CICR)

- (A) Le CICR doit faire tout son possible pour ré-obtenir la permission d'entrer et d'enquêter dans les prisons et de fournir un soutien et une assistance humanitaire directement aux prisonniers.
- (B) S'ils ne peuvent pas entrer dans les prisons, nous pressons le CICR de recueillir des informations ou d'accepter les rapports des familles des prisonniers politiques concernant l'extorsion, les violations des droits de l'homme, la torture, et autres traitements inhumains en prison, et d'essayer au maximum de travailler avec les autorités afin de reprendre le rôle approprié de médiateur.

4. Demandes aux communautés birmanes à l'étranger

- (A) La campagne, pour la libération de tous les prisonniers, par les communautés birmanes à l'étranger est très satisfaisante. Nous aimerions que les communautés birmanes à l'étranger trouvent de nouvelles façons de persuader efficacement la communauté internationale de participer au mouvement pour la libération de tous les prisonniers politiques.
- (B) Nous pensons que la collecte de fonds pour soutenir directement le Comité Social de Soutien de la LND, en particulier le soutien aux prisonniers politiques, sera très efficace. La LND est l'organisme crédible et efficace de la gestion et du recueil d'informations sur les prisonniers politiques. Il peut y avoir d'autres groupes ou

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

particuliers qui peuvent soutenir et participer aux activités pour la libération des prisonniers politiques.

5. Pour nous...

- (A) Nous essaierons de notre mieux d'organiser les actions politiques et publiques sur Daw Aung San Suu Kyi afin de développer la situation politique fondamentale, qui mènera à la libération des prisonniers politiques.
- (B) Nous lancerons des campagnes pour la libération des prisonniers politiques.
- (C) Nous surveillerons et recueillerons des informations sur les scandales de corruption, les violations des droits de l'homme et les traitements inhumains en prison, et informerons la communauté internationale à travers les médias, et en soumettant des rapports aux organisations internationales des droits de l'homme.
- (D) Nous ferons de notre mieux pour nous montrer à la hauteur des besoins globaux des prisonniers politiques et leurs familles, et pour se faire, nous travaillerons étroitement avec toutes les forces démocratiques.

Partie IV

LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LA RECONCILIATION NATIONALE

Depuis l'indépendance après la domination britannique, la Birmanie a souffert de guerres civiles, de soulèvements de masse, de deux coups d'état militaires, de la répression violente, de l'emprisonnement de masse, de la pauvreté, des maladies, d'une industrie de la drogue en plein essor, des réfugiés, et de l'absence de l'état de droit. Personne ne peut dénier le fait que les causes de l'oppression et l'absence de démocratie créent la désunion et la méfiance entre les groupes ethniques et en conséquence, le pays reste sous-développé, sous une marée de conflits. Le régime militaire au pouvoir depuis plus de deux décennies montre que la paix et le développement ne peuvent pas être imposés par la force avec des menottes et des fers, ou amenés par les armes, les mensonges, la haine et la peur.

En dépit de la dure oppression, beaucoup de gens, non seulement des militants, mais aussi des agriculteurs, des moines et des gens appartenant à toutes les catégories de la société birmane, montrent un engagement inébranlable en faveur du combat pour la paix, la démocratie, l'équité, la liberté et l'état de droit.

Dans le nouveau paradigme du 21ème siècle, la Birmanie ne devrait plus être soumise à ce cycle oppressif de pauvreté, de guerres et de répression. Nous croyons que personne ne souhaite cette situation destructrice pour la population.

Ainsi, la réponse aux problèmes politiques en Birmanie concerne tous les Birmans, et cette implication de tous est la seule manière de résoudre ces problèmes. La réponse à la situation politique actuelle en Birmanie se trouve dans le dialogue entre les militaires, menés par le Général Than Shwe, Daw Aung San Suu Kyi et toutes les nationalités ethniques. Si un tel dialogue et réconciliation nationale sont mis de côté, la solution trouvée sera largement éloignée de la réalité du problème, et mènera à la destruction totale du pays entier.

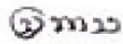
Le dialogue ne garantit pas seulement la vie de la population, mais aussi la sécurité du personnel militaire; et en procédant comme ceci, toutes les parties sont traitées équitablement.

La libération de tous les prisonniers politiques est la première étape pour une réconciliation nationale véritable, comme la levée des sanctions.

Au lieu de libérer tous les prisonniers politiques, le régime militaire continue à maintenir illégalement en détention et à torturer les dissidents politiques, ce qui équivaut à un abus de pouvoir flagrant, provoque la désunion à travers le pays, et est criminel en soi.

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

LIBEREZ PLUS DE 2 200 PRISONNIERS POLITIQUES MAINTENANT!



(အသျှင်ဩဘာသ)
(Ashin Aubarsa)



(အသျှင်ဓမ္မသီရိ)
(Ashin Dharma Siri)

Alliance de tous les moins de Birmanie



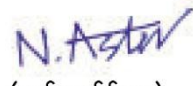
(ထွန်းမြင့်အောင်)
(Tun Myint Aung)



(အောင်ကျော်ဆင့်)
(Aung Kyaw Sint)



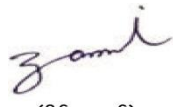
(ဇာနည်)
(Zarni)



(နော်အက်စ်တာ)
(Naw Esta)

Groupe de la Génération d'Etudiants de 88

Syndicats Etudiants de toute la Fédération de Birmanie



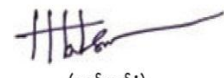
(ခိုင်ဇာနည်)
(Khai Zarni San)



(ခိုင်နီလင်း)
(Khai Nilin)



(ပံသုစံ)
(Pan Thu San)




(ထက်ထက်စံ)
(Htet Htet)

Syndicat Etudiant d'Arakan

Rakkha Alintan



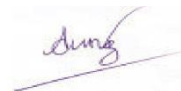
(ရန်နိုင်)
(Yan Naing)



(အောင်ဇော်မိုး)
(Aung Zaw Moe)

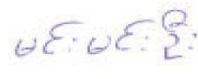


(မင်းသွေးသစ်)
(Min Thwe Thit)



(အောင်တံခွန်)
(Aung Tagon)

Militants étudiants et jeunesse démocratique de la Division de Rangoon Syndicat Génération Etudiant 2007



(မင်းမင်းဦး)
(Min Min Oo)



(နိုင်လင်း)
(Naing Lin)

Syndicat étudiant d'éducation fondamentale



(မင်းစိုးနိုင်)
(Min Soe Naing)



(ထူရိန်)
(Thurein)

Syndicat étudiant de Birmanie centrale



(မြတ်မင်း)
(Myat Min)



(ရန်နိုင်)
(Yan Naing)

Syndicat de la jeunesse de toute la Birmanie



(မင်းထိမ်း)
(Min Thein)



(ထိန်လင်း)
(Htein Lin)

Génération Safran

Libérez plus de 2 200 prisonniers politiques MAINTENANT !

